



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 janvier 2010

CONTENU

Point de mire : Le Partenariat Trans-Pacifique (TPP)

Le TPP ou la quête de *leadership* des États-Unis en Asie..... 1
Le TPP forcera l'Administration Obama à définir son approche commerciale 2

Propriété intellectuelle

Rapport « Spécial 301 » : L'USTR procédera à des consultations publiques 4

Études économiques et articles connexes..... 5

Point de mire : Le Partenariat Trans-Pacifique (TPP)

Le TPP ou la quête de leadership des États-Unis en Asie

Le 14 novembre 2009, à l'occasion du sommet du Forum de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), le président américain Barack Obama annonçait officiellement l'intention des États-Unis de participer aux discussions pour la mise en place d'un nouvel Accord de libre-échange (ALE), le Partenariat Trans-Pacifique (Trans-pacific Partnership (TPP)), avec sept autres pays membres de l'APEC (Singapour, la Nouvelle-Zélande, le Sultanat du Brunei, le Chili, l'Australie, le Pérou et le Vietnam). Cet Accord potentiel est une expansion de l'ALE multilatéral connu sous le nom de P4 (ou Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement), réunissant depuis 2005 Singapour, la Nouvelle-Zélande, le Sultanat du Brunei et le Chili.

À première vue, un ALE avec sept partenaires ne représentant que 5 % du marché d'exportation américain et dont quatre sont déjà signataires d'un ALE bilatéral avec les États-Unis peut paraître comme une initiative timide, surtout lorsqu'on le compare à l'ALE avec la Corée du Sud actuellement sur la touche aux États-Unis à cause du protectionnisme coréen du marché de l'automobile. Si le gouvernement américain a décidé d'aller de l'avant avec le TPP en priorité, c'est qu'il a l'intention de s'en servir pour augmenter sa capacité à orienter les politiques commerciales de l'Asie. En effet, sous l'Administration Bush, les États-Unis ont abandonné leur rôle de *leadership* dans les discussions de libre-échange multilatéral en Asie. Qui se rappelle que l'APEC contenait originalement un agenda de libéralisation économique duquel devait naître la Zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique (Free Trade Area of the Asia-Pacific (FTAAP)) avant la fin de 2010? À cet égard, Ron Kirk, le Représentant américain au commerce américain, déclarait dans une lettre à l'intention du Congrès le 14 décembre 2009 : « Cet Accord (TPP) créera une plateforme potentielle à partir de laquelle pourra s'opérer l'intégration économique de la région Asie-Pacifique, un outil pour avancer les intérêts économiques américains auprès des économies possédant les taux de croissance les plus forts au monde [...] ». C'est donc un tremplin vers l'ouverture des marchés asiatiques en général que l'Administration Obama recherche, un marché d'exportation beaucoup plus important pour les États-Unis (747 milliards de \$ É-U en 2008) que la seule étendue du TPP.

« Cet Accord créera une plateforme potentielle à partir de laquelle pourra s'opérer l'intégration économique de la région Asie-Pacifique, [...] »



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 janvier 2010

Nous assistons au début d'une surenchère diplomatique afin de déterminer la voie potentielle d'un ALE multilatéral en Asie. En abandonnant leur rôle de *leadership* commercial dans la région depuis 2001, les États-Unis se sont fait damer le pion par les puissances asiatiques. La Chine, la Corée du Sud et le Japon ont tous signé des ALE avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE ou ASEAN). Près de 175 ALE ont été conclus par des États de la région Asie-Pacifique auxquels les États-Unis ne prennent pas part, la plupart au cours des dix dernières années, ce qui s'est traduit par un déclin significatif des parts de marché américaines dans la région. La mise en application du TPP selon le modèle d'ALE américain s'inscrit donc dans un agenda compétitif pour déterminer les modalités d'un éventuel accord multilatéral dans la région. Le Canada et le Mexique qui sont susceptibles de se joindre rapidement aux discussions ajoutent au poids stratégique potentiel de cet Accord. Si le TPP américain voit le jour, il pourrait y avoir trois grands modèles concurrents d'ALE se chevauchant en Asie : Les États-Unis mèneraient le P8, alors que la Chine a déjà mis en place l'Accord Chine/ANASE (East Asia-wide free-trade area (EAFTA)) et que le Japon chapeaute le Partenariat économique pour l'Asie de l'Est (Comprehensive Economic Partnership for East ASIA (CEPEA)).

Pour consulter la lettre du Représentant au commerce, Ron Kirk, à l'intention du Congrès du 14 décembre 2009, voir, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2009/december/trans-pacific-partnership-announcement>

Pour consulter une revue de presse détaillée concernant le P4 et le TPP, voir, en ligne : Bilaterals.org http://www.bilaterals.org/rubrique.php3?id_rubrique=129&lang=en

Sources : Benny Teh Cheng Guan, « US revives Asia trade agenda », Asia Times Online, 13 janvier 2010, en ligne : Atimes <http://www.atimes.com/atimes/Southeast Asia/LA13Ae01.html>. Christopher Connell, « Free Trade Focus Shifts to Asia and the Pacific », America.gov, 13 janvier 2010, en ligne : America.gov <http://www.america.gov/st/business-english/2010/January/20100113125350saikceinawz9.853542e-03.html?CP.rss=true>

Le TPP forcera l'Administration Obama à définir son approche commerciale

Afin de bâtir des appuis pour le TPP, le Représentant au commerce américain, Ron Kirk, ainsi qu'un de ses assistants, Demetrios Marantis, participeront à une série de conférences qui se tiendront d'un bout à l'autre des États-Unis tout au long de l'année 2010 et qui auront pour but la promotion des ALE. Cette démarche de relation publique révèle la perception dominante au sein du Bureau du Représentant au commerce (USTR) qui veut que le commerce et le libre-échange n'aient actuellement pas la cote auprès de la population. Elle marque aussi une nouvelle approche vis-à-vis de l'Administration précédente qui ne consultait que les groupes d'intérêt organisés pour définir ses objectifs commerciaux. L'Administration Obama a conservé les thèmes principaux (*key horizontal issues*) identifiés par l'Administration Bush comme base pour la première ronde de négociation officielle du TPP à la mi-mars, c'est-à-dire la promotion des nouvelles technologies, la création de nouvelles opportunités d'exportation pour les petites et moyennes entreprises et le soutien aux chaînes de valeur des entreprises américaines déjà établies en Asie. L'USTR a cependant indiqué que ses représentants se montreraient ouverts à recevoir des propositions du public ou de groupes d'intérêts qui serviront à la formulation d'objectifs précis.

Les pressions venant du parti démocrate se font quant à elles de plus en plus pressantes afin que le TPP marque un changement de cap important pour la politique commerciale américaine.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 janvier 2010

Inside U.S. Trade rapportait cette semaine la nouvelle initiative du président du House Trade Working Group (HTWG), Mike Michaud (D-ME), qui talonne l'Administration Obama depuis son entrée en fonction afin qu'elle modifie radicalement l'approche américaine à la négociation d'ALE. Dans une lettre qui sera envoyée sous peu au Représentant au commerce, Ron Kirk, le HTWG demande à ce que les règles concernant les normes du travail, les normes environnementales et les exceptions aux droits de propriété intellectuelle accordées aux pays en voie de développement (PED) pour leur assurer l'accès aux médicaments spécialisés dépassent le compromis bipartisan du 10 mai 2007 entre la majorité démocrate à la Chambre des Représentants et l'Administration Bush. Dans le cadre des droits du travail, le compromis stipule que les lois des partenaires commerciaux des États-Unis dans les ALE doivent correspondre aux droits reconnus par la *Déclaration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail*. L'article 2 de la Déclaration reconnaît : la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective; l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire; l'abolition effective du travail des enfants; et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession. Dans sa lettre au Représentant au commerce, le HTWG demande plutôt à ce que soient appliquées les huit conventions fondamentales de l'OIT, qui vont encore beaucoup plus loin en matière de droits du travail. Le HTWG demande aussi à ce qu'une procédure stricte de suivi de l'application des normes du travail et des normes environnementales soit incluse au TPP, notamment afin d'encadrer le Sultanat de Brunei et le Vietnam qui ont un piètre historique de protection des droits des travailleurs.



Rep. Mike Michaud
Président du HTWG

L'Administration Obama pourrait donc de se retrouver dans une position difficile lorsque viendra le temps de faire entériner le TPP par le Congrès. Elle n'a toujours pas pris de décision concrète quant à l'agenda des discussions ou quant à l'ampleur des clauses reliées au travail et à l'environnement, mais il lui serait difficile d'ignorer les pressions venant d'une majorité de Représentants démocrates. Cependant, le dépassement des normes incluses dans le compromis bipartisan du 10 mai 2007 risque de soulever l'ire des Représentants républicains et des groupes d'intérêt des milieux d'affaires. De plus, alors que l'Administration Obama semble vouloir faire du TPP sont cheval de bataille pour reprendre l'initiative de l'agenda commercial dans la région Asie-Pacifique, un aspect de la politique étrangère américaine délaissée par l'Administration Bush au profit d'objectifs sécuritaires, celle-ci se retrouve aujourd'hui en compétition avec les projets concurrents d'ALE de l'ANASE de la Chine et du Japon. Au-delà des défis qui attendent le TPP aux États-Unis, elle devra donc s'assurer de mettre sur pied un modèle d'ALE suffisamment attrayant pour créer un engouement au sein des gouvernements de la région si elle veut véritablement revitaliser le pan commercial de l'APEC.

Pour consulter le compromis bipartisan du 10 mai 2007, voir, en ligne : USTR http://www.ustr.gov/sites/default/files/uploads/factsheets/2007/asset_upload_file127_11319.pdf

Sources : « USTR To Travel Country To Build Trade Support, Discuss TPP Objectives », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 2 - 15 janvier 2010, p. 1-2. « House Trade Group Urges USTR To Go Beyond May 10 Deal In TPP Talks », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 2 - 15 janvier 2010, p. 15-16.

Propriété intellectuelle

Rapport « Spécial 301 » : L'USTR procédera à des consultations publiques

Le Bureau du Représentant au commerce américain (USTR) a annoncé cette semaine son intention de modifier les procédures de consultation dans l'élaboration du rapport « Spécial 301 » afin d'y faire une plus grande place à l'opinion publique. Rappelons que ce rapport annuel sur l'état international des droits de propriété intellectuelle (DPI) américains produit par l'USTR depuis 1989 a été mis en place par la *Loi omnibus américaine de 1988 sur le commerce et la compétitivité*. Le document dresse la liste des partenaires commerciaux considérés comme laxistes en termes de protection des DPI américains. Les États dont les lois ou les pratiques concernant les DPI ne correspondent pas aux attentes du groupe de travail chargé de leur revue sont classés dans trois catégories; soit sur la liste de surveillance prioritaire, soit sur la liste de surveillance régulière, soit sur la liste de révision en fonction du « processus 306 », qui entame une procédure d'analyse approfondie des pratiques de l'État visé et pouvant ultimement mener à des sanctions commerciales envers ce dernier. Le rapport est un outil essentiel de l'Administration qui lui permet de prioriser ses interventions en matière de respect des DPI américains dans le monde (voir le résumé des conclusions du rapport « Spécial 301 » 2009 dans la *Chronique commerciale américaine* du 4 mai 2009).

« Grâce à une participation plus dynamique et plus ouverte au processus, nous serons plus en mesure d'identifier les défis les plus sérieux et d'agir plus efficacement afin d'assurer la protection et l'application des DPI. »

– Ron Kirk, 12 janvier 2010.

Les procédures de consultations menées par l'USTR ne permettaient auparavant qu'aux groupes de pression organisés ainsi qu'aux États visés par le rapport de produire des recommandations sur les orientations de celui-ci. Cependant, le Représentant au commerce, Ron Kirk, a annoncé le 12 janvier dernier qu'à partir de cette année, les personnes intéressées seraient invitées à participer de façon privée au débat en faisant part de leurs doléances au comité chargé de l'élaboration du rapport lors d'une audience publique organisée par la Commission internationale sur le commerce (United States International Trade Commission (USITC)) le 3 mars prochain. Cette initiative fait partie d'une série de mesures annoncées par l'USTR afin de démocratiser le processus « Spécial 301 ». L'USTR supervisera aussi la création d'un site web dédié au processus qui vise à présenter un résumé historique ainsi qu'un suivi des procédures de négociations bilatérales sur les différents litiges entourant les DPI. Le rapport « Spécial 301 » 2010 devrait aussi contenir une nouvelle section relatant les efforts d'assistance internationale et de formation technique organisée par le gouvernement américain dans le cadre du processus.



Ron Kirk

Sources : USTR, « USTR Calls for Comments on Intellectual Property Protection and Enforcement », *Press Releases*, 12 janvier 2010, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/january/ustr-calls-comments-intellectual-property-protecti> USTR, 2009 *Special 301 Report, Annexe 1*, USTR, 30 avril 2009, en ligne : USTR



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 janvier 2010

<http://www.ustr.gov/about-us/press-office/reports-and-publications/2009/2009-special-301-report> « USTR Unveils New Hearing To Make Special 301 Process More Inclusive », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 2 – 15 janvier 2010, p. 11.

Études économiques et articles connexes

Nomi Prins, «The Real Size of the Bailout» dans *Special Report : The Accountability Deficit*, Mother Jones, 8 janvier 2010, en ligne : Mother Jones <http://ow.ly/VLAJ>

Stephen Kaufman, Poor Governance Leads to Three African Suspensions from AGOA, America.gov, 24 December 2009, en ligne : America.org
<http://www.america.gov/st/democracyhr-english/2009/December/20091224121856esnamfuak0.6293299.html?CP.rss=true>

Walden Bello, The China-Asean Free Trade Area: Propaganda and Reality, Bilaterals.org, 15 janvier 2010, en ligne : Bilaterals.org
http://www.bilaterals.org/spip.php?page=print&id_article=16599&lang=en

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

